

RADIO LAFLEUR



LA VIE SYNDICALE DE
L'UNION DEPARTEMENTALE
DE LA CGT DANS LA SOMME

SOMMAIRE

- Page 1 : Editorial
- Page 2 : Lactinov , Verescence
- Page 3 : Les retraités dans l'action
- Page 4 : Victoire pour Flore , 8 Mars
- Page 5 : Politique présidentielle au service du monde de l'argent
- Page 6 : AFPA Emploi en Danger
- Page 7 : Victoire de la CGT aux élections TPE , Bonduelle
- Page 8 : Hommage Maryse Delahaye , 1er Mai
- Page 9 : Santé , 183 euros pour Tous
- Page 10 : Quel avenir pour le Service Public de l'énergie
- Page 11 : Victoire de la CGT aux élections CNRACL
- Page 12 : Soutien à la Palestine
- Page 14/15 : La CGT en Congrès
- Page 16 : La CGT en Congrès
- Page 17 : 12 juin 2021 pour les libertés, contre les idées d'extrême droite
- Page 18 : Vie des Unions Locales , coordonnées
- Page 19 : Mobilisation du 15 Juin Santé / Action Social
- Page 20 : Infos Diverses

Lafleur en lutte !

ETE 2021

la
cgt
en Somme

Editorial

Chers camarades,

Alors qu'un énième re-confinement était encore en vigueur, nous avons pu organiser sur Amiens un premier mai fort suivi et haut en couleurs, avec une participation importante de la jeunesse, aux sons réjouissants d'une fanfare d'artistes talentueux.

La mobilisation populaire et pacifiques dans les villes de la Somme ne doit pas occulter que de sinistres individus s'en sont pris violemment et ignominieusement le jour même, dans d'autres lieux, à des camarades de la CGT, grâce au concours des forces de l'ordre orientées par le ministère de l'intérieur.

Ce gouvernement ne fait pas de cadeaux aux citoyens en réduisant chaque jour un peu plus les droits et les libertés : Etat d'urgence permanent loi sécurité globale pour étendre la surveillance généralisée, renforcer l'impunité des violences policières, loi séparatisme pour stigmatiser une partie de la population, loi LPR pour criminaliser la mobilisation des étudiants... Pour autant, cette fascisation grandissante ne doit pas nous faire reculer et bien au contraire, nous devons amplifier la mobilisation des travailleurs mais aussi de chaque citoyen refusant ce système mortifère.

La situation est explosive dans toutes les sphères de la société, celle du travail, de la jeunesse, des privés d'emploi mais aussi chez les retraités qui sentent une fois de plus planer le spectre d'une réforme des retraites destructrices. A cela s'ajoute des attaques incessantes de notre Sécu.

Partout des combats sont menés : Dans la santé et l'action sociale, le personnel continue de réclamer les 183 Euros d'augmentation de salaire pour tous dans un premier temps (Ségur de la Santé) afin d'atteindre ensuite les 300 Euros qui correspondent à 30% de perte de pouvoir



d'achat dans les 20 dernières années, avec des créations de postes, une amélioration des conditions d'accueil et de travail dans les lieux de soins et les services du médico-social. Dans l'agro-alimentaire à LACTINOV, sur les salaires, où l'employeur remet en cause le droit de grève en saisissant la justice à grands frais, pour être finalement heureusement déboutés. De belles mobilisations sont aussi menées dans l'industrie verrière comme à Verescence et ailleurs afin d'obtenir des augmentations de salaires.

Pendant ce temps le patronat continue de bénéficier de cadeaux fiscaux et de centaines de milliards de subventions de l'État, des régions, au titre de la relance sans aucune contreparties pour l'emploi : pire notamment dans le bassin d'Albert les entreprises sous-traitantes de l'aéronautique encaissent et licencient massivement dans le même temps.

Nous devons aussi lutter contre l'utilisation abusive du télétravail qui, fort souvent, bat en brèche le droit des salariés.

Pour toutes ces raisons, il est urgent de faire monter nos revendications, de dresser l'acte d'accusation de ce gouvernement et d'aller chercher satisfaction sur nos exigences, en construisant la mobilisation en direction d'un gouvernement au service du patronat.

Philippe Prigent

Membre du bureau UD CGT 80

Lactinov

Grève à Lactinov : victoire en justice

L'employeur débouté

Le droit de grève confirmé

Après avoir été trainés en référé heure à heure (procédure prévue pour les urgences graves) pour grève illicite, les salariés de Lactinov et leur syndicat CGT viennent d'obtenir une belle victoire en justice, face à leur patron, qui voulait instrumentaliser la justice pour casser leur grève.

C'est une victoire pour tous les salariés de Lactinov. Mais c'est aussi une victoire pour l'ensemble des salariés que les patrons seraient tentés demain de menacer pour avoir exercé leur droit de grève !

C'est aussi une victoire pour le syndicat CGT, qui était particulièrement visé pour avoir osé aider les salariés à exprimer leur revendications, et à faire la première grève de l'usine en 20 ans !

Honte au patronat, qui voudrait se comporter en maîtres comme des seigneurs face à leurs serfs !

Une victoire qui prouve qu'il ne faut pas baisser les bras face à leurs comportements voyous.

Le patron de Lactinov a perdu la face, mais il est encore temps : s'il veut la paix, qu'il cède aux revendications des salariés, qui revendiquent juste de pouvoir vivre dignement de leurs salaires .

Kevin Crepin



Verescence

Verescence Abbeville en grève pour les augmentations de salaires !!!

La CGT Verescence à signé et obtenu :

AG : 1% au 01/06/21, AI : 0.7 % au 01/07/21 ,
Primes Vacances : 685 € versée sur la paye de Juin 2021,

Prime médaille du travail : + 5 € / année ancienneté Verescence ,

Engagement NAO 2022 sur le 1er trimestre pour application au 01/04/2022

LAFLEUR EN LUTTE !

Les Retraités dans l'Action !!!

Le 31 mars, plus de 20.000 retraités se sont mobilisés partout en France pour le pouvoir d'achat, le droit à la santé avec des services publics répondant aux besoins et contre les campagnes opposant les générations.

Sur Amiens, nous étions entre 100 et 120 manifestants chiffres à mettre en regard:

- du silence des médias (4 lignes et 150 caractères dans le Courrier Picard)
- des difficultés à informer les retraités (pas de possibilité réelle de diffuser dans les lieux publics)
- des problèmes de santé et des craintes justifiées de nombreux camarades
- de la distance à parcourir, des camarades craignant de ne pas être dans les clous à cause d'une volonté politique de dissimuler ce droit essentiel de manifester bien que nous ayons fait parvenir des modèles d'attestations.

La CGT, la FSU et un représentant des intermittents occupant le cirque sont intervenus avant le départ en manifestation rappelant nos revendications :

- les pensions avec la minable augmentation de 0,4 %
- la santé, les vaccinations avec la domination des groupes financiers, notamment les pharmaceutiques,
- la solidarité à développer entre les générations face à ceux qui tentent de nous opposer tous anciens, jeunes, chômeurs, précaires, intermittents, ...

Le Courrier Picard a fait un passage ultra rapide avant l'arrivée de nombre de retraités et interrogé 2 participants, ignorant les organisateurs ou les intervenants...

France Bleue a longuement interviewé la CGT et la FSU...

Nous avons pu avoir une rencontre en Préfecture où le sous-préfet au développement a semblé entendre nos préoccupations. Il voudrait nous revoir en juin.

La représentante de l'Agence Régionale santé qui nous a finalement reçus en mai, a signifié son accord personnel avec nos remarques et indiqué que dans le cadre du Ségur de la santé, elle a fait "remonter" toutes les revendications de terrain. Elle a précisé aussi que les questions de pouvoir d'achat n'étaient pas

de son domaine de compétence et que les services font au mieux mais qu'ils doivent appliquer les directives qui leur sont imposées... Sur les aspects départementaux, elle se propose de nous envoyer des éléments auxquels Préfet, Conseil Départemental et CDCA avaient choisi depuis plus d'un an de ne pas nous répondre.

Lors de la rencontre avec la remplaçante de Barbara Pompili, Cécile Delpirou reprogrammée le 12 avril, elle a dû admettre les pertes de pouvoir d'achat des retraités tout en s'obstinant à défendre la politique de santé notamment en matière de santé et en déplorant la campagne anti-vieux...

Dans l'immédiat, l'USR CGT de la Somme prévoit de participer :

Au soutien envers le peuple palestinien

Au 12 juin pour combattre les idées d'extrême droite

Au 22 juin, pour contribuer à la réussite de la journée interprofessionnelle d'actions et de mobilisation.

Au-delà, l'UCR CGT a décidé d'une grande journée de mobilisation spécifique des retraités début octobre qu'elle se propose de travailler unitairement.

Jacques Verdon



Victoire pour notre camarade Flore de la CGT PEP 80 !

Le 04 juin 2021 la Cour d'Appel d'Amiens a confirmé le jugement rendu le 17 décembre 2013 par le Conseil des Prud'hommes en faveur de notre camarade Flore.

8 ans d'une bataille qui se solde par la reconnaissance de son bon droit face à l'acharnement et aux mensonges de l'employeur.

La lutte fini toujours par payer!

Phillipe Prigent



8 Mars 2021



CREDITS PHOTOS : JEAN-MARIE FAUCILLON

La politique présidentielle au service du monde de l'argent !

E. Macron, a été proclamé épidémiologiste en chef par ses proches... Face à l'explosion de la circulation du virus qu'il n'a pas voulu anticiper, tout le pays, à nouveau, paye les pots cassés.

Un confinement aux risques importants

L'ensemble est très lourd : risques psychologiques, reports de soins, tri des malades, risque de déscolarisation, explosion de la précarité, des inégalités et des violences intra-familiales...

Des conséquences à long terme pour l'ensemble de la population !

Quelle démocratie ?

Les décisions sont prises par un conseil de guerre en toute opacité et sans aucun contrôle démocratique. Que penser des discours contradictoires sur la circulation du virus ? Que veulent dire ces politiques infantilisantes ? Quelles sont les portes de sortie à cette crise démocratique, sanitaire et sociale ?

La situation aurait pu être toute autre.

Les professionnels de la santé dénoncent depuis 10 ans le manque de personnel et la fermeture des lits dans les hôpitaux. Mais tous les gouvernements, aveuglés par leur croyance au marché, qui voient la santé comme un coût, se sont attachés à détruire les hôpitaux.

Malgré la 1^{ère} vague et les besoins d'investissement, malgré le slogan du « *quoi qu'il en coûte* », le gouvernement économise 4 milliards sur le PLFSS 2021. L'aumône du Ségur ne répond pas aux besoins urgents en emplois.

L'accueil des patients se dégrade et on va hélas vers un tri des patients.

La CGT exige 400.000 emplois de personnels dans les hôpitaux et dans les soins avec un plan de formation pour les personnels de la santé et le maintien des lits ouverts en réanimation.

Le gouvernement enchaîne les scandales.

Nous subissons de plein fouet la déconstruction de la recherche publique et la privatisation de celle-ci. Les rênes de la politique industrielle de traitement et de vaccin ont été laissées aux industriels engagés dans une course aux profits très loin des besoins de la population.

La loi du plus offrant

Le gouvernement avait les moyens législatifs pour imposer le partage des brevets existants et faire produire les vaccins à prix coûtant par les usines françaises.

Malgré les annonces sur la vaccination « *bien commun* », nos gouvernements ont agi en catimini, laissant des pays entiers démunis. L'Europe a négocié secrètement avec les grands groupes pharmaceutiques. Si 2,6 milliards de vaccins ont été commandés et largement prépayés, les labos décident réellement à qui et quand les vaccins sont distribués.

Il faut lever le système des brevets et imposer le partage des formules des vaccins. Il faut un pôle public de santé intégrant les industries de santé, avec une gouvernance démocratique regroupant tous les acteurs, patients et travailleurs du secteur, hors de toute mainmise des labos, des assurances et de la logique capitaliste.

Seul le privé à la faveur du gouvernement

Le gouvernement a confié la stratégie de vaccination au cabinet privé McKinsey niant toutes les capacités de l'Administration et de la Sécu. Les réservations de créneaux pour se faire vacciner sont gérées par les plateformes privées du type Doctolib. Un cadeau énorme leur est fait avec nos données de santé !

Les inégalités de soin amplifiées

Le passage par ces opérateurs accentue la fracture numérique et les inégalités territoriales. Ceux qui ont de meilleures capacités d'accès et de relations sont privilégiés !

On pousse à l'individualisme, loin des idées de solidarité de notre Sécu, qui paye la facture !

Pour la CGT, c'est l'administration en coopération avec la Sécu qui doit organiser et distribuer le vaccin.

**« Pas de profit sur la pandémie » Notre santé n'est pas un marché !
Opposons la démocratie sociale au capital !**

AFPA : Emploi en danger



Emplois en danger

La suppression de nos emplois ne doit pas être une fatalité !

L'AFPA Hauts de France traverse un nouvel épisode de turbulences. Les résultats du Programme Régional de Formation (PRF) du conseil régional 2021/2023 qui viennent de tomber sont dramatiques en termes d'activité pour l'avenir de l'afpa dans la région Hauts de France, des salariés et des bénéficiaires de la formation professionnelle !

Nous sommes de nouveau fortement fragilisés alors que nous subissons les impacts de la désorganisation du au PSE.

D'ores et déjà nous constatons que plusieurs centres (Valenciennes, Roubaix, Cantin, Compiègne, Amiens, ...) seront fortement impactés par la baisse d'activité dès cet été et qu'une grande partie des 800 emplois de la région seront menacés à plus ou moins long terme.

Devons-nous encore craindre pour nos emplois ?

Devons-nous nous attendre à de nouvelles fermetures de centres dans la région ?

Nous attendons de la Directrice régionale des explications claires et précises sur les raisons de cette catastrophe et sur ses conséquences.

L'intersyndicale AFPA Hauts-de France se mobilise aux côtés des salariés pour défendre l'AFPA, véritable opérateur de service public de la formation professionnelle qui depuis 75 ans a largement prouvé sa capacité à accompagner les demandeurs d'emploi et les salariés à retrouver un emploi qualifié.

Aujourd'hui encore, en période de crise sanitaire majeure, l'AFPA a démontré sa capacité à assurer la continuité des formations en tant que service public et doit être en capacité demain d'accompagner la reprise de l'activité des secteurs les plus touchés et des salariés douloureusement impactés dans notre région.

• Nous traversons une crise qui nécessite l'engagement des pouvoirs publics à maintenir le droit à la formation, permettant à chacun de se qualifier et d'obtenir un emploi digne. Nous en appelons à notre président de région Monsieur Xavier BERTRAND acteur principal de la mise en œuvre de la politique pour l'emploi et la formation des citoyens des Hauts de France.

• Nous traversons une crise qui nécessite la mobilisation de **chaque salarié pour défendre notre utilité publique, nos valeurs et nos emplois.**

Préparons-nous à interpeller les pouvoirs publics et notre Président du conseil régional. Depuis des années les salariés n'ont eu de cesse de s'adapter à toutes les exigences des tutelles sans jamais récolter les fruits de leurs efforts : gel de salaires depuis plus de 10 ans, suppressions de postes, précarisation des emplois, dégradation des conditions de travail... Force est de constater que toutes ces adaptations n'ont eu pour effet que d'affaiblir l'AFPA et de renforcer nos concurrents, tels que les organismes patronaux. Il est temps de reconnaître les efforts de notre institution et de ses salariés. Il est temps de donner les moyens à notre agence d'accomplir ses missions de service public.



Syndiquez-vous !!!

Le syndicat CGT du CH d'Albert est constitué

Un syndicat pour vraiment défendre le personnel, premiers de cordée envoyés au casse pipe, pendant que Macron et Vèran font semblant de "lutter contre le covid"... En ravageant les hôpitaux !

Pour vous défendre vous aussi : constituez votre syndicat CGT !!!



Victoire de la CGT aux Elections TPE

La CGT est confortée dans sa place de première organisation des salariés des TPE 26,31% avec +1,19% !
La tendance se vérifie aussi dans l'encadrement +0,78%

Merci aux salariés aux militants pour ce vote pour un syndicalisme de lutte et de transformation sociale !

Edit : Et au niveau Haut de France

1er CGT 28,21 %

2eme FO 15,58 % 3eme CFDT 15,41 % 4eme UNSA 13,36 %

Et 28,7% pour la CGT dans la Somme !



Débrayage pour les NAO chez Bonduelle Estrées Mons

Suite aux NAO Centrales qui ont eu lieu en janvier et février, un accord a été signé entre la Direction Générale et les syndicats CFDT, CFTC et CFE CGC.

Une enveloppe ridicule de 0.7 % en augmentation générale et 0.4 % en augmentation individuelle malgré une rentabilité préservée du groupe Bonduelle et surtout des efforts et des sacrifices (week-end supplémentaires, heures supplémentaires) au détriment de la vie personnelle et aux risques pris en cette période de crise sanitaire. Les 0.7 % d'augmentation générale ne couvrent même pas l'augmentation de 0.99 % du SMIC

Une promesse également de prime en fin d'année mais non inscrite dans l'accord NAO, juste un engagement oral ...

Pour notre syndicat ceci est inacceptable, nous avons donc pris la décision suite à la consultation et la colère des salariés d'organiser une journée d'action avec appel à débrayer pour montrer notre mécontentement. Nous avons choisi la date du mardi 02 Mars car se tenait ce jour-là, la seule et unique réunion NAO en local sur le site d'Estrées Mons. Une trentaine de salariés ont répondu présent ce jour-là !!!

Suite à cette réunion, la CFTC et la CFE CGC (syndicats du site d'Estrées Mons) étaient d'accord avec la Direction locale pour signer une nouvelle fois exactement le même accord qu'en négociation centrale !!!

Un grand nombre de salariés et le syndicat CGT n'excluent pas de remettre sa au mois de Juin (forte période d'activité dû à la campagne de Pois) et de demander une augmentation de salaire digne de ce nom !!!

Sébastien Grimaux



Hommage

Quelques jours avant ses habituels vacances de juin, Maryse Delahaye nous a quittés. Notre amie et camarade avait, pendant plus de 25 ans donné un sens politique au titre de secrétaire administrative tout en cultivant fraternité, bon sens et accomplissement de multiples tâches, toujours partante à la moindre sollicitation.

Pourtant, elle était arrivée à la CGT, après avoir dû élever, souvent seule, 4 gaillards auxquels était venue s'adjoindre une petite dernière. Elle a découvert les joies de l'informatique, a appris à taper à la machine à la quarantaine bien sonnée et est devenue la collaboratrice accomplie de 3 secrétaires régionaux et quelques déménagements de locaux et leurs tribulations jusqu'à un départ en retraite bien mérité.

Au hasard de son militantisme politique, elle a croisé la route de Daniel et ils ne se sont plus quittés... Leur complémentarité était évidente pour tous. En quelques semaines, Daniel, les enfants de Maryse mais aussi ceux de Daniel ont dû faire face dans une douleur inexprimable. Nous ne pouvons que les assurer de notre fraternité avec au cœur une image de notre amie au chaud sourire avec un parler où venait se glisser une expression picarde.

Jacques Verdon



1er Mai



AMIENS



AMIENS



AMIENS



DOULLENS



ABBEVILLE



HAM

Santé

La faute à la COVID ? Oui mais pas que... Les plans d'économie supportés par les hôpitaux les ont conduits à faire des choix de rentabilité. Choix en effectifs et en type de lits... Le virage du tout ambulatoire a transformé des centaines de lits classiques en places : pas de dépenses de personnel la nuit et les week-ends ! Et les lits de réanimation en lits de surveillance continue, voire de soins intensifs : Là encore pour avoir moins de personnel, mais aussi pour que le taux d'occupation des lits soit toujours supérieur à 100%.

La crise sanitaire a mis en lumière la pénurie en lits de réanimation, en lits d'hospitalisation et en personnel. Les choix économiques ont pour conséquences la non réponse aux besoins de la population : les citoyens attendent de plus en plus longtemps pour être opéré, hospitalisé, soigné. Et pour faire face à la crise sanitaire, l'Hôpital en est réduit à annuler hospitalisations et consultations programmées...

Christine Quillet

183 euros pour Tous !!!



La CGT remercie l'ensemble du personnel de s'être mobilisé dans le cadre des 183euros pour tous.

Les agents du SSIAD de la MAS et de l'UAS se verront octroyés les 183euros du CTI à compter du 1 er juin.

Les choses ont bougé et cela grâce à vous et vos mobilisations à nos côtés pendant 6 mois, autant localement que nationalement.

La CGT a toujours dénoncé l'exclusion des 50 000 agents sous statut FPH d'une partie du secteur médico-social et de tout le secteur social.

D'autres luttes seront à mener ensemble !!!

Quel Avenir pour le Service Public de l'énergie ?



Depuis plusieurs mois les électriciens et gaziers ont engagé une lutte sans précédent contre l'éclatement des industries électriques et gazières (IEG).

Grâce à l'impulsion de la FNME-CGT et aux mobilisations des salarié-e-s, l'énergie et son avenir sont devenus des sujets d'actualité.

Le soutien de nombreux groupes politiques nous ont permis d'entamer le débat autour de notre Programme Progressiste de l'énergie (PPE) mettant en difficulté le pouvoir en place.

En effet, même si la bataille s'illustre contre la casse du service public de l'énergie, c'est aussi l'occasion pour notre organisation de parler d'un avenir qui réponde à l'intérêt général des citoyens, que celui-ci soit garant de l'égalité d'accès et de traitement et la péréquation tarifaire, tout en garantissant aux travailleurs actifs ou retraités des garanties collectives de haut niveau.

Les exemples autour de nous en termes de dégradation du secteur de l'énergie doivent faire réagir les Etats et leurs citoyens. L'explosion des factures par endroits (Texas) lié à des événements climatiques fait la démonstration des limites des logiques libérales que nous ne devons pas suivre.

Dans le cadre de la lutte nous revendiquons pour la France un véritable bilan de 20 ans de dérégulation du secteur des IEG, ce qui selon nous ne peut être qu'un point de départ obligatoire pour déterminer ce que sera l'avenir.

Le 01 avril dernier nous fêtons les 75ans de la nationalisation de l'électricité et du gaz, aujourd'hui parler d'intérêt général, de propriété et de maîtrise publique ne sont pas des idées rétrogrades ni même illusoires, et ce n'est pas le contexte pandémique qui pourrait nous prouver le contraire.

A plusieurs reprises nous avons démontrés dans notre PPE que d'autres choix sont possibles et qu'elles sont compatibles avec les directives européennes. Nous proposons la création de 2 établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) ainsi que la mise en place d'un service commun sur la performance et l'efficacité énergétique. Ils auront entre autre la gestion de Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) reconnus par voie législative : planification et gestion du mix de production, gestion de l'eau. Cette position a été prise partiellement ou en totalité par d'autres Etats en Europe, ayons nous aussi le courage de nos ambitions !

Il est donc temps de réunir autour de la table le monde politique, les organisations syndicales, des experts, le monde associatif, des représentants des usagers qu'ils soient particuliers ou professionnels pour débattre des enjeux de demain.

En résumé, décider ensemble de la souveraineté énergétique et industrielle, acter l'accès à l'énergie comme un droit constitutionnel, réaffirmer les notions de solidarité en termes d'accès et de tarif pour les usagers, décider d'un mix énergétique adapté à nos besoin tout en affirmant les enjeux écologiques et le bas carbone, réduire le montant des factures en sortant l'énergie du secteur marchand.

Dans la période que nous traversons, ces enjeux doivent être perçus comme des modèles d'espoir que nous gagnerons ensemble, c'est en d'autres mots tous les éléments de la bataille actuelle des électriciens et gaziers pour contraindre le gouvernement à ne pas appliquer sa logique de destruction !

Nicolas Perrin

Victoire de la CGT aux élections CNRACL



Adresse aux syndicats

Le vote CNRACL est clos ! Le taux global de participation, tous collèges confondus, est de 21,07% alors qu'en 2014 il avait été de 35%.

La participation est de 16,28% pour les actif·ve·s et de 29,03% pour les retraité·e·s.

Le premier constat est l'absence d'engagement global des directions d'établissements et des collectivités dans ce scrutin depuis le lancement du processus électoral qui porte sa part de responsabilité dans cette faible participation.

Par ailleurs, nous observons que dans la période actuelle, les agent·e·s publics qui sont toutes et tous en première ligne depuis le début de la crise sanitaire il y a un an, leur préoccupation pour participer à ce vote n'a pas été effective.

La CGT, 1^{ère} organisation dans le collège actif·ve·s et retraité·e·s recueille 4 sièges sur 8 de représentant·e·s du personnel et des retraité·e·s.

La CGT a fait remonter, tout au long du scrutin, de nombreux dysfonctionnements sur le processus électoral.

Au vu du déroulement de la dernière journée de dépouillement, qui a connu un problème « technique » il a fallu que le bureau de vote agrège les résultats de manière quasi manuelle... ! La proclamation des résultats initialement prévus le 24 mars à 18h n'a été finalement effective qu'à 3h30 du matin le 25 mars 2021.

Ce dysfonctionnement démontre la nécessité d'organiser un « vote à l'urne » au plus près des agents, sur les lieux de travail, et dans les mairies pour les retraités avec un dépouillement manuel sous contrôle des listes des organisations syndicales candidates.

Collège Actif·ve·s

FO	18,01% (1 siège)
CFDT	19,62% (2 sièges)
FGAF	2,09%
CGT	28,76% (3 sièges)
SUD	5,98%
CFE-CGC	1,82%
Corbeil-Essonnes	0,10%
FSU	2,92%
SNPP	1,62%
CFTC	3,54%
UNSA	6,42%
FAFP	5,24%
LAATH	3,88%

Collège Retraité·e·s

CFDT	21,09% (1 siège)
Liste Union	7,35%
SNPP	3,03%
CFE-CGC	2,92%
FSU	1,77%
CGT	23,96% (1 siège)
CFTC	7,65%
SUD	3,79%
FAFP	5,54%
UNSA	3,88%
FGAF	3,57%
FO	15,44%

Un communiqué de presse a aussi été réalisé.

Soutien à la Palestine

Malgré la répression terrible dont le peuple Palestinien a été victime avec des bombardements, des assassinats, des lynchages : il ne reflue pas.

Cette semaine, la plus grande grève générale a eu lieu depuis 1936, dans toute la Palestine : sur les territoires occupés, l'état d'Israël, en Cis-Jordanie, à Gaza, comme dans les camps de réfugiés un seul peuple surgit pour clamer son droit à exister, son droit à un avenir, son droit à l'auto-détermination.

Israël peut continuer les massacres en toute impunité grâce à la complicité du gouvernement Macron, qui assure Israël de son soutien indéfectible soutien. Macron feint d'organiser une médiation avec le chef égyptien Sissi, deuxième bourreau du peuple palestinien, qui co-enferme avec Israël les gazaoui dans un camp à ciel ouvert depuis des années, sans hôpitaux, sans services publics, sans électricité...

Pour l'arrêt des bombardements pour l'arrêt des massacres en Palestine Soutien au droit des palestiniens à l'auto détermination !

L'UD CGT de la Somme à fait un don de 300 euros pour aider les syndicats Palestiniens face à la vague de répression

Pour le droit pour les travailleurs palestiniens de faire grève contre l'oppression !

Contre la repression du mouvement social palestinien !

Le syndicat des travailleurs arabes de Nazareth, vous avait sollicité pour soutenir la constitution d'un bureau dans la ville de Béthléem en Cisjordanie, dans le but de suivre les dossiers de demande des travailleurs palestiniens, et d'œuvrer à les soutenir au plan juridique pour que leur soit délivré un permis de travail pour l'Etat d'Israël. Plusieurs syndicats et militants français ont répondu très positivement à notre appel et nous les en remercions.

Mais si nous nous adressons de nouveau à vous aujourd'hui, c'est parce que les travailleurs palestiniens, dont plusieurs membres de notre syndicat, font l'objet d'une répression accrue de la part des autorités israéliennes. A la suite de la grande grève générale du 18 mai 2021 et des mouvements de protestation qui s'étendent parmi les palestiniens de l'intérieur, de très nombreux travailleurs arabes ont été licenciés, notamment dans la restauration, et ce lundi 24 mai des centaines de jeunes ont été raflés, kidnappés par les forces de répression. Ils sont détenus arbitrairement dans un pays qui se prétend démocratique et est reconnu comme tel par les grandes puissances.

Afin de faire face, notre syndicat a mandaté de nombreux avocats pour venir en aider aux victimes de la répression.

C'est pourquoi, une fois de plus, nous en appelons à la solidarité internationale.

Sachant pouvoir compter sur vous,

Salutations syndicalistes, Wehbe Badarneh Secrétaire général du syndicat des travailleurs arabes

Dons à déposer sur le compte (en précisant votre identité) :

1 – De préférence : Western Union au nom de Wehbe BADARNEH (attention. Merci d'informer le syndicat par mail de l'envoi du virement) ou 2 - Mercantile Discount Bank LTD N° : 0627 BIC CODE : BARDILIT IBAN : IL 740 1762700000 73077072 Devise : New Israeli Shekel Bénéficiaire : BDARNE WEHBE

ORGANISATIONS SYNDICALES

**J'ai le pouvoir
de protéger
mon activité
syndicale.**



**Ce qui est essentiel pour nous à la Macif,
depuis plus de 30 ans, c'est de protéger
l'activité syndicale de nos partenaires.**

**Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
c'est un engagement de tous les instants.**
C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre
les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés
pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Assurances
Banque
Santé
Essentiel pour moi



Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Fond 79000 Niort.
Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13005670 (www.orias.fr).



UL Grand Amiens

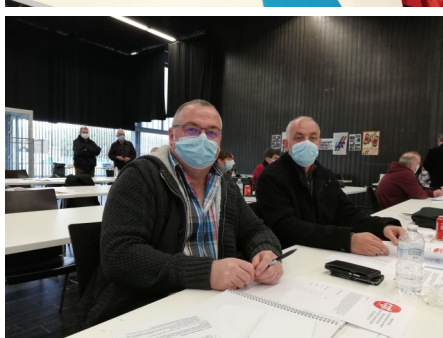
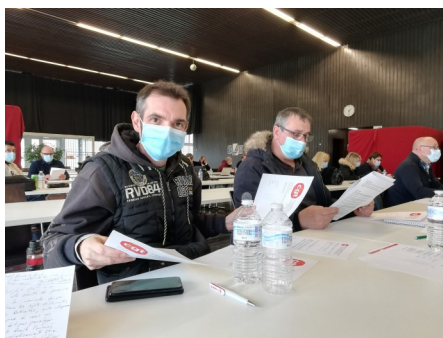
Ce Mercredi 10 mars se tenait le 40e Congrès de "notre" Union Locale !

Le périmètre d'activité de l'UL CGT Amiens Ville s'étant élargi, les délégué-es présent-es lors du congrès ont décidé de renommer "notre" union locale en Union Locale CGT du Grand Amiens

Merci à l'ensemble des syndicats présents qui ont permis des échanges fructueux, donnant à terme,

- _ une mise à jour des statuts de "notre" union locale,
- _ une feuille de route (Résolution d'activité) pour les trois prochaines années,
- _ Une nouvelle Commission Exécutive (CE) composée de 17 membres,
- _ Mme Sandra HOLOTA (CGT Amazon, membre de la nouvelle CE) comme secrétaire générale !

Vous trouverez en pièce jointe la Résolution d'activité adoptée pour "notre" UL par les membres du congrès, pour le mandat 2021-2024.



Sandra Holota
Nouvelle Secrétaire Générale
de l'UL Grand Amiens

UNION LOCALE des syndicats CGT du Grand Amiens



40^e Congrès de la CGT UL Grand Amiens Résolution d'activité 2021-2024

L'UL réunie en congrès ce jour (10 mars 2021), fait état d'un certain nombre de défis.

Avec cette volonté de poursuivre les travaux engagés depuis 2019, la nouvelle équipe devra constituer des collectifs sur tous les sujets structurants pour les salariés, les privés d'emplois, les retraités, auto-entrepreneurs, bref, le monde du travail.

Certes, le contexte sanitaire nous impose de revoir nos modes de fonctionnement, mais ceci ne doit en aucun cas paralyser notre activité. Pour la CGT, il est hors de question de confiner notre activité syndicale : le travail continue, le syndicalisme aussi !

Le président Macron le disait l'année dernière : « certains secteurs doivent impérativement être sortis du secteur marchand », il est temps de l'obliger à concrétiser ces propos ! Cela passe par la bataille idéologique que nous avons tous à mener. Mais pour convaincre nous avons tous besoin d'échanger entre nous, de ces échanges doivent naître nos revendications, et par les luttes dans les entreprises nous pourrions gagner sur celles-ci !

L'UL doit et devra être ce lieu de rencontre des syndicats de son périmètre. Mais pour être à l'offensive, il faudra également poursuivre le travail de rencontre des syndicats. Il faudra affronter l'éclatement des services publics, comme des entreprises, l'isolement qui émerge dans le contexte (télétravail entre autres). Pour faire vivre notre démocratie, il faut que notre structure utilise tous les moyens à sa disposition (visio, etc.) mais cela ne doit pas se substituer à nos méthodes traditionnelles, permettre à nos syndiqués de discuter.

C'est ainsi que la mise en place d'un collectif vie syndicale prend tout son sens ; ce collectif sera la priorité numéro 1 à la sortie de ce congrès. Nous pourrions proposer des réunions régulières de tous nos dirigeants de syndicats, pour permettre d'impulser et dynamiser l'activité au plus près des syndiqués. Pour nos isolés, il nous revient également de les structurer dans un syndicat territorial, afin de leur permettre d'être pleinement acteurs de la CGT.

Notre seconde préoccupation sera la formation de nos militants : comment pouvons-nous apporter les clefs de lecture à nos syndiqués, sans avoir les bases pour mener l'activité quotidienne. « Savoir d'où on vient, pour savoir où on va », ces quelques mots n'ont jamais autant été d'actualité. Sans jeter la pierre aux syndicats qui composent notre UL, il est plus facile de se retrancher dans l'activité de son syndicat au travers de son IRP, lorsque nous ne disposons pas de bases politiques solides. Ce n'est pas une critique, mais un constat : nous avons cette responsabilité collective d'élever le niveau de conscience de nos militants, et syndiqués en mettant tous les moyens à notre disposition, pour avoir un collectif Formation suffisamment étoffé afin de tenir nos objectifs.

Le patronat l'a bien compris : il occupe nos élus avec des réorganisations permanentes. Dans les instances, notre devoir sera de faire vivre les droits des travailleurs à la formation syndicale pour faire face à ce patronat dont le but est d'avoir une main d'œuvre docile et corvéable à souhait. Enfin, dès demain des échéances importantes pour notre orga en termes de représentativité, seront à mener de front. Les élections dans les TPE revêtent un caractère éminemment important, et il faudra toutes nos forces organisées pour faire voter et voter CGT ; des pistes ont été tracées avec des brigades de collage et de déploiement, charge à nous maintenant de les gérer !

Pour conclure, malgré les tourments du passé, notre CGT progresse en nombre de syndiqués ; sur le périmètre de l'UL, nous avons progressé sur la gestion de notre politique financière. Vous l'aurez compris : malgré les défis devant nous, il ne manque pas grand-chose d'autre que la volonté pour concrétiser sur nos revendications !

Vive l'UL CGT du Grand Amiens ! Vive la CGT !



UL d'Albert

Le congrès de l'UL d'Albert s'est tenu le 22 Mai 2021

Les syndicats après débat sur la situation catastrophique de l'emploi, la responsabilité du gouvernement dans cette crise, ont élu un nouveau bureau, avec à sa tête le camarade Olivier Cauchois de la CGT Adecco, comme secrétaire général.

Vive la CGT d'Albert !



Olivier Cauchois , nouveau secrétaire général de l'UL d'Albert



UL Amiens ZI

Le congrès de l'Union local zone industrielle d'Amiens s'est tenu le 12 Juin 2021 . La nouvelle commission exécutive se fixe l'objectif de tenir une réunion de tous les syndicats de la zone, enfin on construise ensemble

les collectifs formation revendicatif vie syndicale et l'équipe de direction donc l'UL as besoin.

L'intervention de l'UD CGT Somme lors du rassemblement le 12 juin 2021, dans la marche d'aujourd'hui pour les libertés, contre les idées d'extrême droite.

Il y a, de manière indiscutable, un tournant totalitaire qui est en marche dans ce pays. On a aujourd'hui une succession de lois liberticides les unes après les autres : état d'urgence permanent, loi sécurité Globale, loi sur le séparatisme qui stigmatise une partie de la population. Alors oui, aucun d'entre nous ici aujourd'hui ne serait sous-estimer le danger que représente l'extrême droite. Mais on ne peut pas combattre l'extrême droite, sans combattre ceux qui en font le lit, sans combattre ceux qui aujourd'hui fournissent les armes avec lesquelles l'extrême droite demain interdira aussi la contestation sociale, interdira à possibilité de revendiquer et de manifester.

Mais ce gouvernement ne les attend pas : il le fait déjà !

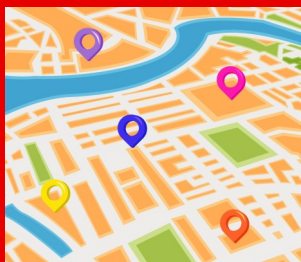
Vingt-sept éborgnés ! Cinq mains arrachées ! Trois-cent-quinze blessés à la tête ! Cinq mille blessés ! Trente-cinq médecins blessés ! Vingt-trois mille interpellations ! Trois mille condamnations ! Mille peines de prison ! * Non ce n'est pas chez Poutine, ça n'est pas Erdogan qui font ça, c'est le gouvernement Macron !

C'est le gouvernement Macron qui depuis des mois, des années, est en guerre contre son propre peuple, en guerre contre les pauvres, en guerre contre les travailleurs, en guerre contre les immigrés. Oui, il faut combattre les idées d'extrême droite et il faut les combattre dès maintenant en combattant ce gouvernement, comme en combattant tous ceux dont ils s'inspirent.

**Ces chiffres sont malheureusement datés, et ont largement été dépassés, tant pour les blessés que pour les arrestations.*

Kevin Crepin





Vie des Unions Locales, coordonnées...

UL ABBEVILLE : Rue des Carmes, 80100 ABBEVILLE

03.22.31.12.07 / 06.33.76.54.71 – cgt.abbeville@orange.fr

Secrétaire général : Hervé FARCY

UL ALBERT : Maison du Peuple, Rue Thiers, 80300 ALBERT

03.22.75.39.80 – ulcgtalbert@outlook.fr

Secrétaire général : Olivier Cauchois

UL Grand Amiens : Bourse du Travail 24 rue Frédéric Petit, 80000 AMIENS

03.60.60.26.97 – ulcgtamiensville.80@gmail.com –  CGT Amiens UL Ville

Secrétaire générale : Sandra Holota

UL AMIENS ZI : Place Saint Ladre, 80080 AMIENS

03.22.52.21.22 – cgtamiens.zi@hotmail.fr

Secrétaire général :

UL CORBIE - VILLERS B. : 59 bis rue Jean Jaurès, 80800 CORBIE

06.70.45.36.92 – jj9@laposte.net

Secrétaire général : Jean-Jacques JOLY

UL DOULLENS : Rue du Fossé Savignac, 80600 DOULLENS

06.14.56.50.66 – cgt.doullens@orange.fr

Intervenant : Richard BROOD (remplace Alain BOUTILLIER)

UL FLIXECOURT : 80420 Flixecourt

06.15.54.16.07 – ul.cgt.flixecourt@laposte.net

Intervenant : Philippe PRIGENT

UL HAM-NESLE : 18 bis rue de Verdun, 80400 HAM

03.23.51.07.78 / 06.03.80.71.30 – cgt.ulham@orange.fr

Secrétaire général : Dominique BERNAILLE

UL PERONNE : Bourse du Travail, 31 rue Saint Fursy, 80200 PERONNE

09.84.37.70.25 – cgt.peronne@laposte.net –  UL CGT Péronne

Secrétaire général : Sébastien GRIMAUX

UL VIMEU : Rue Henri Barbusse, 80130 FRIVILLE ESCARBOTIN

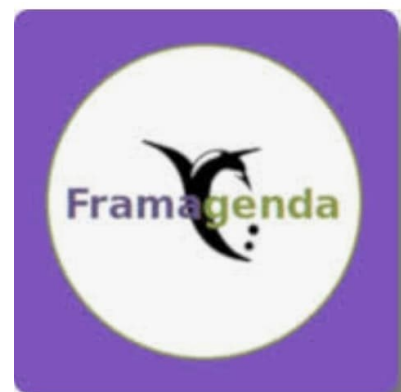
03.22.30.56.33 / 06.25.90.01.73 – ulcgtfriville@wanadoo.fr

Secrétaire général : Éric GUERANDELLE

Nouveauté !!! : FRAMAGENDA

Retrouvez toutes les réunions qui ont lieu au nom de l'UD CGT 80 sur le nouvel agenda partagé via la plateforme Framagenda.org.

Rendez-vous sur <https://link.infini.fr/framagenda-cgt80>



Mobilisation du 15 juin Santé/Action Sociale

Dans le cadre d'un appel intersyndical national, des professionnels de la santé et du médico-social ont manifesté le mardi 15 juin à Amiens devant la Maison de la Culture, pour réclamer, une nouvelle fois, des revalorisations salariales, des recrutements massifs et l'arrêt des fermetures de lits hospitaliers.

Les mesures du Ségur de la santé sont insuffisantes et clivantes.

Les 183 euros ne correspondent pas aux 30 % de pouvoir d'achat que les salariés du secteur ont perdu en 20 ans. des nouvelles annonces prévoient

d'exclure les travailleurs sociaux, éducatifs, techniques, les ASH, les administratifs, psychologues, les techniciens de labo... des futures revalorisations de grille.

Ces inégalités sont un véritable danger pour la cohésion des équipes.

D'où la revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous."

Phillipe Prigent





Lafleur : quel lien avec la CGT ?

RADIO-LAFLEUR était la radio "interdite" de l'UD CGT Somme, alors dirigée par notre camarade Gérard Corselle récemment disparu, et a contribué à la préparation et à la couverture médiatique de la « Marche sur Amiens ». Cela répondait à un impérieux besoin d'information des travailleurs.

C'était aussi s'attirer les foudres du pouvoir qui, sous couvert de défendre le service public d'information, n'a pas hésité à faire investir par les forces de police les locaux de la Bourse du Travail pour faire taire et saisir les instruments d'émission.

Leur forfait a échoué. LAFLEUR, après s'être acquitté de sa tâche avec succès, dès la fin de la manifestation (et juste avant l'arrivée de la police) avait encore joué un « bon tour aux gendarmes » : la police arrive... Une pirouette, un pied-de-nez ... il est déjà parti !!

Faute de mieux, on s'en prendra à des militants C.G.T. qui seront arrêtés, mais relâchés face à la manifestation de protestation spontanée. Radio Lafleur continuera à diffuser plusieurs années.

Lafleur, c'est aussi la marionnette picarde, c'est le laquais, qui se rebelle face aux puissants. A l'heure où les lois liberticides se multiplient, où le droit de manifester est remis en cause, revendiquer l'héritage de Lafleur, c'est réaffirmer qu'à la CGT, **On ne nous fera pas taire.**

la
cgt
en Somme

Bourse du Travail

24 rue Frédéric Petit,
80000 AMIENS

03.22.71.28.70

cgtsonme@wanadoo.fr

Directeur de Publication:

Kevin CREPIN

Notre site web :

CGT80.COM



RADIO DE LUTTE C.G.T. EN PICARDIE

MARDI MATIN
DEVANT
LA BOURSE
DU TRAVAIL

Le pied de nez de "Lafleur" aux forces de répression



Si tôt levés... pour
ne rien trouver

Mardi, 6 heures du matin.

Douze cars de CRS, une trentaine de policiers en civil, des voitures banalisées un peu partout, des barrières, des dizaines d'hommes casqués, bouclier sur la poitrine, l'air sûr de perpétuation. Tout cela pour rien, car «Lafleur» avait tenu sage, avec son émetteur.

En revanche, la veille au soir il avait émis pendant près d'une heure sous la protection des travailleurs.

L'aveuglement, la brutalité du pouvoir et de son préfet ont été mis en échec une fois encore. C'est une belle victoire des travailleurs de Picardie et de la CGT.

(lire pages 4 et 5)

Et notre page Facebook :

« CGT UD SOMME »



Pour suivre l'actualité des luttes dans la Somme, la vie syndicale de l'UD, les appels syndicaux et inter-syndicaux...